



## **-30% de coupes budgétaires à l'IT STOP ! Réagissons collectivement !**

### **La coupe budgétaire de trop ?**

La dernière annonce de réduction des budgets alloués à l'IT ne passe pas, y compris chez certains managers de premier niveau : -30% ! Qui viennent s'ajouter aux réductions pratiquées les années précédentes. Précisément, à Equant, la direction d'IT&S a demandé il y a trois semaines au Top 4 des fournisseurs d'OBS IT (CAP, SOPRA, ATOS, CGI) de faire une proposition de réduction de prix de l'ordre de - 30% sur leur domaine actuel, à volume constant de production et de qualité. Au CE du jeudi 15 octobre, la direction nous répond qu'il ne s'agit que d'une « étude d'opportunités » ... de là à penser qu'elle ne veut pas répondre.... Elle ajoute non sans un certain cynisme qu'elle ne fait que répercuter les baisses de prix demandées par les clients ! La boucle est bouclée ... et les salariés vont en faire les frais ...

Nous avons eu connaissance que d'ores et déjà des annonces de projets de suppressions de postes et de délocalisations avaient été faites chez au moins un des fournisseurs prestataires... Mais malgré notre insistance, la direction s'en tient à sa première réponse. : « il s'agit d'une étude d'opportunités » ...

De fait, nous voyons bien que les conséquences chez ces « grosses » SSII ne se sont pas fait attendre. La pression est fidèlement répercutée par leurs patrons sur nos collègues prestataires, chargés de faire pareil avec moins, avec encore plus de pression, à laquelle s'ajoutent des projets de délocalisations d'activités et donc des coupes dans les équipes en place et de futures suppressions de postes. Pour mémoire, le patron d'ATOS est Thierry Breton, on peut lui faire confiance pour marcher main dans la main avec OBS en préservant les marges d'ATOS.

A OBS aussi, la dégradation des conditions de travail est assurée, et elle sera considérable. Tous ceux qui travaillent sur les projets concernés ont fait le raisonnement ; ils seront en première ligne pour gérer les conséquences de ces transferts d'activités : (on ne change pas de main des développements sans un surcroît de travail de part et d'autre.... A réécrire pour être plus explicite). Et ils n'ont pas envie de tout recommencer, de voir partir des équipes de TMA des collègues prestataires efficaces, et qui ont contribué autant qu'eux aux bénéfices dont regorge le groupe Orange (en augmentation de 89,2% de janvier à juin, soit 1,099 milliards d'euros de bénéfice net!).

Car c'est bien de cela qu'il s'agit pour la direction d'Orange : tenir ses engagements auprès des actionnaires (dividende au moins égal à 0,60 euro jusqu'en 2018), en baissant les « coûts ». Ce qui se fait aujourd'hui à l'IT par la direction d'Equant est un exemple de cette politique, déclinée par la direction d'OBS dans ses filiales et la maison mère, avec, entre autres :

- *La réduction de la masse salariale « interne » par tous les moyens* : quasi gel des salaires, déplacement des activités puis des salariés vers les filiales Syntec, non remplacement des départs, gel des embauches dans les filiales aux conditions plus

favorables, du type Equant, et développement des filiales OCB/OAB avec mise en concurrence des salariés entre eux,

- *La réduction des frais de personnel « externe »* (pour Equant, 2M euros en 2014 contre 18,2 M euros en 2013 !), avec la mise en concurrence des prestataires entre eux, sous la menace des arrêts de contrats si les coûts ne sont pas baissés de 30%.

Le groupe va très bien, les actionnaires sont choyés, c'est aux collègues prestataires et aux salariés d'OBS que la direction présente la note. Cela dure depuis des années, ils n'en auront jamais assez.

## **Ne plus laisser faire**

OUI il est légitime de vouloir s'opposer à cette politique destructrice d'emplois, qui fabrique la précarité, les bas salaires et le chômage des jeunes, et le mal-être des salariés qui restent.

OUI il est légitime de vouloir s'opposer à la dégradation généralisée des conditions de travail de TOUS les salariés du secteur, donneurs d'ordre ou sous-traitants, tous dans la même galère.

OUI il est légitime de cesser de s'en plaindre chacun pour nous-mêmes, mais de le dire haut et fort, et collectivement.

## **Se préparer à réagir collectivement**

Ce tract est une information et une alerte. Nous pensons qu'une réaction collective est indispensable :

- pour exprimer notre profond désaccord avec la politique de réduction des coûts déclinée à tous les niveaux.
- Pour demander l'arrêt de cette politique et en particulier des dernières coupes budgétaires et de leurs conséquences
- Pour dire que nous ne sommes pas des machines et que notre travail quotidien n'est pas de mettre la pression encore et encore sur des collègues prestataires dont le travail contribue autant que le nôtre aux bénéfices du groupe... et aux parts variables des dirigeants qui leur mettent la pression sans discontinuer (les « bonus » des dirigeants d'Equant ont bondis de 49% entre 2013 et 2014 !!!)!

- Pour demander que les collègues prestataires qui le souhaitent soient embauchés aux meilleures conditions du groupe, et non pas traités comme des chiffres de coûts dans des comptes budgétaires

Nous vous donnons rendez-vous après les congés. Nous vous proposerons un rendez-vous collectif pour marquer notre désaccord, et, si possible, aller plus loin pour imposer d'autres choix à la direction.